

Museveni mobilise l'opinion pour lutter contre la corruption

APAnews, 16 avril 2026 APA-Kampala (Ouganda) | Le président ougandais Yoweri Museveni a exhorté les citoyens à s'impliquer activement dans la lutte contre la corruption, notamment en exigeant des comptes aux responsables accusés de malversations financières. S'exprimant par l'intermédiaire de sa conseillère spéciale chargée de la lutte contre la corruption, Rebecca Atwine, le chef de l'État ougandais a déclaré mardi que « la corruption compromet le développement national, la prestation des services et la confiance du public », appelant la population à rejoindre cet effort collectif. Il a également affirmé que « l'inaction individuelle face à la corruption constitue un échec collectif », rappelant que la Constitution ougandaise fait de la lutte contre ce fléau un devoir citoyen. Le président Museveni a insisté sur la nécessité de renforcer la responsabilisation au niveau local, en particulier dans les projets de création de richesse, afin d'assurer davantage de transparence et d'efficacité. Il a par ailleurs proposé une stratégie globale combinant la numérisation des services publics, une participation accrue des citoyens et des interventions ciblées dans les secteurs les plus exposés à la corruption. De son côté, sa Conseillère spéciale, Rebecca Atwine, a souligné l'importance de renforcer l'intégrité institutionnelle afin d'éviter que les compétences et l'ingéniosité des Ougandais ne soient détournées par des procédures administratives ou juridiques frauduleuses. Le gouvernement ambitionne de mettre en œuvre un programme en dix points pour bâtir une société sans corruption. Selon la Coalition anti-corruption ougandaise, la corruption reste un phénomène largement répandu dans le pays et constitue un obstacle majeur au développement économique et à la réduction de la pauvreté. D'après ses données, 38 % de la population aurait dû verser un pot-de-vin pour accéder à un service public au cours de l'année écoulée. Malgré un cadre juridique jugé solide et l'adoption de nouvelles lois anti-corruption, l'application demeure insuffisante, notamment dans les cas de grande corruption. MG/as/fss/te/Sf/APA